

La dette se paie en nature !

La dette du tiers-monde et la destruction du milieu naturel sont des phénomènes étroitement imbriqués, même si la nature de leurs relations a changé au cours des dernières décennies.

Pendant les années 70, les pays en voie de développement s'endettèrent lourdement pour financer de grands projets qui se révélèrent être autant de cauchemars écologiques. Parmi les plus ruineux, des barrages monumentaux construits au nom de la "croissance" et du "développement". Outre le déplacement forcé de centaines de milliers d'habitants qui, pendant des générations, avaient su préserver leur environnement, ces hydro-désastres provoquèrent la disparition sous les eaux de vastes étendues boisées, la stérilisation et la salinisation des sols, la destruction de la faune et la diffusion des maladies dont l'eau est le vecteur. Et ce, sans même fournir la quantité prévue d'électricité, tant leurs infrastructures s'ensasèrent rapidement.

D'autres prêts servirent à financer des programmes de colonisation interne, notamment au Brésil et en Indonésie, poussant des milliers de colons plus ou moins volontaires à s'installer dans les forêts primaires. Une industrialisation mal conçue, fondée sur des usines "clés en main" et des technologies souvent obsolètes, apporta peu de développement authentique et beaucoup de pollution. Les crédits étrangers fertilisèrent une agriculture du type "révolution verte", nécessitant de fortes doses de produits chimiques et entraînant la disparition de végétaux locaux au profit de variétés de semences importées. Les centrales nucléaires à la sécurité non assurée proliférèrent.

En fait, l'endettement du tiers-monde a été la cause de tant de catastrophes que l'on doit presque être reconnaissant aux gouvernements les plus pingres et les moins ouverts à la solidarité de ne pas en avoir financé davantage. A certains égards, la planète a eu de la chance que des milliers de dollars empruntés n'aient jamais été investis et qu'ils aient servi à payer des factures pétrolières toujours plus élevées ou aient été gaspillés en armements et en produits de luxe. Quand ils ne se retrouvèrent pas purement et simplement dans le trou noir des comptes numérotés des banques étrangères...

Trois milliards de dollars par semaine

Mais il y a des limites à la reconnaissance : quelle qu'ait été l'utilisation des emprunts, il faut maintenant les rembourser et, une fois encore, c'est la nature qui paie le prix fort. Bien que la plupart des habitants des pays créanciers n'en soient pas conscients, les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) montrent que les débiteurs remboursent actuellement leurs prêts au rythme de plus de 3 milliards de dollars par semaine. Plus étonnant encore : ce rythme de remboursement n'a pas fléchi au cours des dix dernières années. Depuis que la crise de la dette a éclaté en 1982, chaque mois, et pendant cent huit mois, l'Amérique latine a envoyé 4 milliards de dollars au Nord. Même l'Afrique subsaharienne, enfoncée dans la boue de la pauvreté, dégage, tant bien que mal, 1 milliard de dollars par mois pour rembourser ses emprunts.

Aucun des débiteurs du tiers-monde ne dispose d'une monnaie nationale acceptée comme moyen de paiement international, y compris pour le service de sa dette. C'est pourquoi chaque centime doit être gagné soit en exportant des marchandises soit en important des gens (les touristes). La vogue

des destinations exotiques peut permettre à un pays débiteur d'accumuler des devises fortes, mais à un certain prix. L'île de Pâques, par exemple, ne peut guère, d'un point de vue écologique, accueillir plus de trois mille visiteurs par an, mais il semble que le gouvernement chilien soit disposé à en recevoir douze mille.

La plupart des pays débiteurs dépendent massivement des recettes d'exportation pour assurer le service de leur dette. Ils n'ont pas vraiment d'autre choix et doivent appliquer les programmes d'ajustement structurel élaborés par le *Fonds monétaire international (FMI)* et la *Banque mondiale*. L'ajustement structurel est le terme officiel employé pour désigner l'austérité et il vise à augmenter les capacités exportatrices de débiteurs. En pratique, une "croissance tirée par les exportations" signifie que les biens non commercialisables — productions agricoles indigènes, logement, transport, etc. — sont sacrifiés aux biens commercialisables. En d'autres termes, les gouvernements sont invités à investir toutes leurs ressources dans des productions destinées à l'exportation et dissuadés de veiller aux besoins de leurs peuples aussi longtemps que ceux des étrangers à devises fortes n'ont pas été satisfaits.

Si les recettes d'exportation permettaient de rembourser la dette, tout en laissant une marge de manœuvre pour d'autres projets, il n'y aurait rien à redire. Malheureusement, le service de la dette dévore des proportions toujours plus élevées des réserves de change des pays débiteurs. Pire : la *Banque mondiale* et le *FMI* donnent simultanément les mêmes avis à des douzaines de débiteurs qui s'affrontent ainsi pour vendre une gamme étroite de produits sur des marchés limités et en contraction. Les débiteurs les plus pauvres — particulièrement en Afrique — sont les plus durement touchés car ils ne peuvent compter que sur un petit nombre de produits de base, agricoles ou minéraux. Le résultat prévisible de cette concurrence sauvage est la baisse des cours pour tout le monde, et des efforts de plus en plus désespérés pour exporter dans le vain espoir d'arrêter la spirale descendante.

Une croissance "tirée par l'exportation" peut signifier une mort "tirée par l'exportation" pour l'environnement. Les ressources sont prélevées plus qu'elles ne sont gérées. Les petits exploitants sont expulsés de leurs terres pour faire place aux cultures d'exportation et ils s'efforcent de cultiver des terres en pente, vite détruites par l'érosion, ou des sols forestiers fragiles. Dans le même temps, les cultures d'exportation nécessitent de fortes quantités de pesticides et épuisent les sols. Dans les années de frénésie de l'emprunt, le Sénégal, par exemple, s'endetta lourdement pour se doter d'une capacité de raffinage d'un million de tonnes d'arachide. Mais, aujourd'hui, les sols sont tellement épuisés par la production intensive d'arachide que cette quantité ne peut pas être atteinte.

Alors que les pays se ruinent pour exporter, la *Banque mondiale* et le *FMI* les exhortent à pratiquer des coupes claires dans les dépenses publiques. Les budgets de protection de l'environnement sont inmanquablement les premiers sacrifiés. Personne n'est payé pour surveiller ou éteindre les feux de forêt, pour arrêter les braconniers ou pour réprimer l'économie de la drogue qui constitue une activité en pleine expansion et hautement polluante dans les pays débiteurs. La production de coca a déjà dévasté 700 000 hectares de forêt amazonienne et la transformation des feuilles de coca en cocaïne entraîne le déversement, dans les rivières, de milliers de litres d'un cocktail explosif fait d'acide sulfurique, d'éther, de kérosène, d'acétone et d'ammoniaque. Dans certaines parties du bassin amazonien, la vie aquatique a été littéralement asphyxiée, avec des conséquences dramatiques pour les habitants qui dépendent d'elle pour leur existence.

La conséquence écologique la plus grave de la dette est peut-être le déboisement massif qu'elle a encouragé. Les arbres sont abattus de la manière la plus irresponsable pour fabriquer des meubles, des encadrements de fenêtres ou des baguettes. Parfois les forêts sont simplement nivelées et transformées en pâturages pour bovins dont la viande se retrouve dans les restaurants "fast-food" du Nord. Les niveaux d'endettement sont en très étroite corrélation avec, à la fois, l'étendue et le rythme de la destruction des forêts : plus la dette est élevée, meilleures sont les perspectives pour les tronçonneuses et les bulldozers.

Les pays créanciers devraient totalement réviser leurs stratégies à l'égard de la dette, sinon par solidarité du moins par intérêt bien compris. L'impact du déboisement est global, et il ne saurait, de manière commode, être confiné au Sud. Il est directement responsable du cinquième des émissions de gaz contribuant à l'effet de serre. Au fur et à mesure que, pour rembourser les emprunts, disparaissent les forêts, la biodiversité se réduit et disparaît aussi la myriade des formes de vie qui constitueront les bases de nos futurs aliments et médicaments.

Nous ne pouvons pas découper la planète en deux : la destruction de l'environnement est un des boomerangs de la dette qui, tôt ou tard, nous frappera tous.

Susan George

☐ Auteur de l'Effet boomerang. Choc en retour de la dette du tiers-monde, La Découverte, Paris, 1992. SUSAN GEORGE.